



CHAPITRE 184

LOI RELATIVE AUX MÉCANICIENS DE MACHINES FIXES

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi Titre abrégé. des mécaniciens de machines fixes*. S. R. (1909), 3866g, *partie*; 4 Geo. V, c. 42, s. 1.

2. Dans la présente loi, à moins que le contexte ne comporte un sens différent, les mots, termes et expressions suivants ont, pour les fins de la présente loi, le sens et la signification suivants: Interprétation:

1° Les mots "bureau des examinateurs" ou "examinateurs" signifient les examinateurs nommés en vertu de la présente loi; "Examineurs";

2° Les mots "installation de la force motrice" comprennent toutes les chaudières à vapeur et les conduites à vapeur, utilisées pour la production de la force motrice, pour le chauffage d'un établissement ou la production de la vapeur dans un établissement et dont la surface de chauffage excède quinze pieds carrés; "Installation de la force motrice";

3° Le mot "ministre" indique le ministre des travaux publics et du travail; "Ministre";

4° Les mots "inspecteur en chef" désignent l'inspecteur en chef des établissements industriels et des édifices publics de la province; "Inspecteur en chef";

5° Les mots "mécaniciens de machines fixes" désignent les mécaniciens préposés à une installation de la force motrice. S. R. (1909), 3866g, *partie*; 4 Geo. V, c. 42, s. 1. Mécánicos de máquinas fijas.

3. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer un nombre d'examineurs n'excédant pas trois, avec le ou les traitements qu'il lui plaira de fixer. Nomination d'examineurs.

Le traitement de cet ou de ces examinateurs et leurs frais de voyage sont payés à même le fonds consolidé du revenu. Traitement.

Ann 168.V.C. 14, 1.54

Bureau. Les examinateurs ainsi nommés constituent le bureau des examinateurs. Ce bureau est sous le contrôle du ministre. S. R. (1909), 3866h; 4 Geo. V, c. 42, s. 1.

Devoirs des examinateurs. 4. Les examinateurs sont spécialement chargés de faire subir des examens de compétence aux mécaniciens de machines fixes ou à ceux qui veulent le devenir et de leur décerner des diplômes de compétence. S. R. (1909), 3866i; 4 Geo. V, c. 42, s. 1.

Règlements. 5. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire les règlements qu'il juge nécessaires au bon fonctionnement du bureau, et spécialement pour les objets suivants:

- 1° Déterminer le mode d'examen des aspirants;
- 2° Fixer le chiffre des honoraires à payer et une gradation de diplômes;
- 3° Édicter toutes autres prescriptions propres à faciliter le travail des examinateurs, et à augmenter l'efficacité du service;
- 4° Réglementer l'installation de la force motrice.

Entrée en vigueur d'iceux. Ces règlements entrent en vigueur à compter de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec* et peuvent être modifiés en tout temps, selon les exigences, et appliqués, soit en tout soit en partie, dans certaines industries sur l'ordre du ministre. S. R. (1909), 3866j; 4 Geo. V, c. 42, s. 1.

Pénalités. 6. Toute personne qui enfreint quelque une des dispositions des règlements édictés sous l'empire de la présente loi, est passible d'une amende n'excédant pas cent dollars et des frais, et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois. S. R. (1909), 3866k; 4 Geo. V, c. 42, s. 1.

Rapport annuel. 7. Les examinateurs doivent faire un rapport annuel au ministre, tenir des registres dans lesquels sont inscrits les noms des mécaniciens qui ont subi leurs examens ainsi que ceux des aspirants aux examens, et le montant des honoraires perçus. Ils doivent conserver dans leurs archives une copie des examens subis par chaque aspirant. S. R. (1909), 3866l; 4 Geo. V, c. 42, s. 1.

Programme des examens. 8. 1. Le programme des examens doit être approuvé par le ministre.

Inspecteurs des chaudières. 2. L'inspecteur en chef peut requérir les services des inspecteurs des chaudières dans l'intérêt du service, lorsqu'il le juge nécessaire. S. R. (1909), 3866m; 4 Geo. V, c. 42, s. 1.

9. 1. Nonobstant toute loi à ce contraire, soit générale, soit spéciale, ou toute ordonnance ou résolution, ou tout règlement adopté en vertu de telle loi par une municipalité, tout mécanicien de machines fixes qui s'est conformé à la présente loi, a subi son examen devant le bureau des examinateurs ou devant les examinateurs et a obtenu un certificat de compétence, n'est pas tenu de subir un autre examen ni d'obtenir une licence ou certificat de compétence d'aucune autorité municipale.

2. Restent sans effet et sont abrogées les dispositions incompatibles avec le présent article; et une municipalité ne peut s'en prévaloir d'une façon quelconque, pour exiger un examen, une licence ou un certificat de compétence dans le but de qualifier une personne comme préposé à une installation de la force motrice. S. R. (1909), 3866n; 4 Geo. V, c. 42, s. 1; 6 Geo. V, c. 27, s. 1.

Règlements.—O. C. No. 1808, 28 décembre 1914; 5 Geo. V, page XI;—O. C. No. 177, 6 mars 1915; 5 Geo. V, page XVI; et 6 Geo. V, page XII.

